

ACTION URGENTE

CRAINTES POUR LA VIE D'UN MÉDIATEUR APRÈS DES MENACES DE MORT

La vie et l'intégrité personnelle de Freddy Carrión, médiateur, et de sa famille sont en danger. Il a récemment reçu des menaces de mort à plusieurs reprises, et notamment une alerte à la bombe à son domicile familial le 13 février. S'il a publiquement dénoncé la situation, le gouvernement équatorien s'abstient de protéger cet homme et sa famille. Le médiateur a déclaré qu'il s'agissait de représailles contre son travail en faveur des droits humains durant la crise d'octobre 2019. Nous demandons à la procureure générale d'accorder une protection immédiate à cet homme et à sa famille, et de diligenter sans délai une enquête impartiale et indépendante sur les menaces proférées.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Diana Salazar, procureure générale
Juan León Mera N19-36 y Av. Patria,
Edificio Fiscalía General del Estado, Quito, Équateur
Courriel : salazarmd@fiscalia.gob.ec ; tapial@fiscalia.gob.ec ; erazom@fiscalia.gob.ec

Madame la Procureure générale,

Je vous écris au sujet des menaces pesant sur la vie et l'intégrité personnelle du médiateur Freddy Carrión et de ses proches. Des menaces de mort ont été proférées à plusieurs reprises contre cet homme et sa famille, en représailles à son travail en faveur des droits humains. Bien qu'il ait porté plainte le 6 février, Freddy Carrión et sa famille ne bénéficient toujours pas d'une protection adaptée.

Cette situation compromet le travail effectué par le bureau du médiateur. Aux termes du droit international, les autorités équatoriennes sont tenues de fournir un environnement libre et sûr aux défenseur·e·s des droits humains.

Je vous demande d'accorder une protection immédiate au médiateur Freddy Carrión et à ses proches, en consultation avec eux, de diligenter sans délai une enquête impartiale et indépendante sur ces menaces, et de traduire en justice les responsables présumés. Cela signifie qu'il faut également identifier les commanditaires.

Veillez agréer, Madame, l'expression de ma haute considération.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le 6 février, le médiateur a porté plainte auprès du parquet pour une série de menaces qu'il avait reçues récemment, et a demandé une protection pour lui-même et sa famille.

Le 11 février, le bureau du médiateur a publié une déclaration dénonçant les menaces, les accusations sans fondement et les attaques motivées par des considérations politiques dont le médiateur a été victime dans les médias et sur les réseaux sociaux. Le bureau a affirmé que ces actes étaient en représailles contre le travail effectué par ses services pour recueillir des informations en relation avec les violations des droits humains commises durant la crise d'octobre 2019.

Le 13 février vers midi, alors que Freddy Carrión se trouvait dans la ville de Guayaquil, l'agent de sécurité du complexe résidentiel où vivent le médiateur et sa famille à Quito a reçu un appel téléphonique affirmant qu'il y avait une bombe chez eux.

Le 14 février, Freddy Carrión a signalé qu'outre les attaques dont il a lui-même été victime, le bureau du médiateur a lui aussi été pris pour cible à plusieurs reprises, le but étant de saper la crédibilité de cette institution. Des tentatives d'entraver l'action du bureau par le biais d'obstacles administratifs ont également été recensées.

Mardi 18 février, le médiateur a déclaré à un média que les menaces étaient « essentiellement en relation avec le fait que le rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme a établi que l'État équatorien était coupable d'un recours excessif à la force », dans le contexte de la grève nationale d'octobre 2019.

Le 14 février, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a présenté ses observations après avoir effectué une mission en Équateur. Elle y engageait les autorités à enquêter dans les meilleurs délais et de manière approfondie sur tous les signalements de violence, et à établir des sanctions adaptées, qu'il s'agisse de cas de recours excessif à la force par des policiers et des éléments de forces de sécurité, ou d'attaques et de pillages perpétrés par des membres du public.

Documents de référence :

Communiqué de presse, *Ecuador: Gobierno debe proteger la vida e integridad del Defensor del Pueblo*, 14 février 2020, <https://www.amnesty.org/es/latest/news/2020/02/ecuador-gobierno-debe-protger-defensor-del-pueblo/>

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Espagnol
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 31 mars 2010
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Freddy Carrión (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : Sans objet